

## Les vieux démons ne sont pas morts

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 22 février 2019

Il y a quelques années, au cœur de la tourmente de la Manif pour tous, les médias de gauche, les membres du gouvernement Hollande, tous juraient que jamais, au grand jamais, il ne serait question, avec la loi Taubira, de toucher aux appellations « père » et « mère » dans l'état civil, à l'école ou ailleurs.

[\*Libération\* criait à l'intox](#), nous expliquait que nous « partions en live » (sic !) sur le sujet. A l'assemblée, Christiane Taubira qualifiait de fantasme cette innovation, dont il ne serait bien entendu jamais question. Tout comme était un fantasme le passage du PACS au mariage pour tous, et le glissement du mariage pour tous à la PMA.

Comme on le dit familièrement, on ne nous la fait pas.

Un peu d'eau a coulé sous les ponts depuis ces cris d'orfraie de *Libération* et consorts, mais l'actualité récente vient de nous prouver que le changement de dénomination « père » et « mère » au profit de « parent 1 et 2 » n'était pas un abcès de fixation pour fascistes excités. Il y a encore quelques jours, il était en passe de devenir réalité, dans les formulaires scolaires. L'émotion fut grande, et elle était bien justifiée. Il est si désagréable de se faire prendre pour des idiots. La loi Taubira n'en finit pas de faire des petits... Le bon sens nous invite à ruer dans les brancards pour toutes les bonnes raisons du monde. Le changement de dénomination manifeste la transformation d'un réel incarné en un matricule abstrait, témoin d'une vision idéologique déstructurée de la famille, et tyrannie d'une minorité à l'égard de l'immense majorité des enfants qui, bien que vivant parfois dans des familles recomposées, n'en sont pas moins toujours nés d'un père et d'une mère. La numérotation entraîne aussi une pseudo-hiérarchisation, que les féministes avaient beau jeu de critiquer il n'y a guère quand il s'agissait du numéro de sécurité sociale : qui est premier, qui est second ? Inversement, il n'y a pas de jugement de valeur qui tienne entre les notions de père et de mère, le couple hétérosexuel étant le plus paritaire et le plus équilibré qui soit.

La mesure va finalement être retoquée, selon toute vraisemblance au profit d'une formule ouverte permettant de cocher « à la carte » le profil parental. Une concession aux accents relativistes, mais qui a le mérite de préserver l'essentiel.

La crise du retour du Parent 1 témoigne de ce que les vieux démons idéologiques de la gauche sont bien vivants et toujours prêts à nous entraîner plus loin dans leur entreprise de sape de la structure de base de la société, avec comme marque de fabrique l'outrage, et la mauvaise foi. La récente sortie de Marlène Schiappa, soulignant une « convergence idéologique » entre la Manif pour tous et le terrorisme islamique en est la plus éclatante des preuves : elle utilise comme arme le discrédit moral de l'adversaire porté à son plus haut niveau. L'outrance de l'attaque est telle qu'Alain Finkielkraut ne s'est pas privé de qualifier « de débilité notoire » les propos du ministre. Il est vrai qu'un discours d'une telle bêtise en vient à produire un effet inverse à celui recherché.

L'alerte est temporairement passée, et Marlène Schiappa en est quitte pour une plainte pour diffamation. Mais la vigilance reste plus que jamais de mise : nos adversaires sont prêts à tout, et c'est à cela qu'on les reconnaît !

**Constance Prazel**

Déléguée générale de *Liberté politique*